

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

Parmi les sociétés qui ont obtenu des subventions jusqu'ici, Great Lakes Forest Products Ltd. pourrait perdre 200 emplois à son usine de Dryden. Deux cent quarante autres emplois disparaîtront à l'usine d'Abitibi-Price Inc. à Iroquois Falls.

Selon cet article, M. More, qui est l'expert-conseil du ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario, a aussi déclaré:

... la Ontario Paper Co. Ltée, à Thorold, perdra 280 emplois, la Spruce Falls Power and Paper Co. Ltée, à Kapuskasing, environ une centaine, et la Domtar Inc., à Red Rock, une vingtaine.

Si telle est la nouvelle façon dont le gouvernement entend définir l'indigence dans notre société, les députés de ce côté-ci trouveront peut-être étrange que ce projet de loi concernant l'aide sociale avantage les compagnies responsables de ces pertes d'emplois. Il est tout à fait conforme à la politique d'aide aux sociétés parasites que le présent gouvernement, l'ancien gouvernement libéral et le gouvernement conservateur, qui est passé en éclair entre les deux, pratiquent depuis de nombreuses années.

Apparemment le gouvernement trouve que ces mêmes sociétés ont besoin d'aide. La trésorerie publique débourse près de 50 millions de dollars pour supprimer de 600 à 800 emplois. Je me demande comment le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) voit ces sociétés. En effet, certaines d'entre elles sont des multinationales, d'autres, des filiales à part entière de sociétés américaines; d'autres encore ont des directions imbriquées et d'autant plus complexes.

La E.B. Eddy Forest Products Ltd., filiale de la George Weston Ltd., est-elle vraiment dans le besoin? Et la Spruce Falls Power and Paper Co. Ltd.? Cette société appartient entièrement à des Américains. Et la Ontario Paper Co. Ltd.? Celle-ci est une filiale à part entière de la Chicago Tribune Co. Toutes ont couramment des revenus de dizaines, voire de centaines de millions de dollars. Pourquoi auraient-elles besoin de subventions du trésor public—sorties directement de la poche du contribuable—pour faire ce qui leur incombe de toute façon, si elles veulent que leurs opérations soient rentables? Cela dépasse en tous points l'imagination la plus vive. Je ne vois vraiment pas comment nous pourrions justifier ces débours.

Entre-temps, des centaines de sociétés indépendantes de moindre envergure, dans l'industrie forestière en particulier, frôlent de très près la faillite, par suite d'autres mesures prises par le gouvernement. Le bill C-19 est peut-être une mesure efficace, mais, néanmoins, il ne comporte absolument rien qui puisse amenuiser quelque peu le chômage qu'engendrent les autres programmes du gouvernement. Dans certaines circonstances, on pourrait peut-être justifier le type d'aide sociale qu'il offre à ces sociétés.

J'aimerais reparler de M. More, l'expert conseil en pâtes et papiers du ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario, le récipiendaire provincial de ces dons généreux, et rapporter ce qu'il a dit de l'attitude de ces compagnies:

—au cours des dernières années, l'industrie a compromis sa situation sur les marchés mondiaux parce qu'elle n'a pas eu assez le sens des affaires pour prendre de l'expansion et renforcer sa position.

Il a en outre ajouté:

Ainsi, le gouvernement doit maintenant l'encourager à coups de millions de dollars.

Les termes utilisés par M. More pour décrire l'attitude de l'industrie au cours des dernières années sont plutôt colorés, mais je voudrais citer ses observations qui ont été reproduites

dans le *Globe and Mail*. Je suis sûr que ce journal ne publie rien qui soit censuré. On y dit ceci:

«Les industries adoptent l'attitude suivante: lorsque les choses vont bien, nous allons un train d'enfer pour réaliser des bénéfices énormes, mais quand ça va mal, nous avalons notre pilule».

C'est en ces termes que s'exprime un fonctionnaire du gouvernement conservateur de l'Ontario pour décrire l'attitude des sociétés à qui le gouvernement verse des subventions de 50 millions parce qu'elles n'ont pas fait leur travail.

M. Blais: En êtes-vous offensé?

M. Kristiansen: En tant que travailleur forestier, je le suis réellement. Mais il est difficile de comprendre pour quelle raison le ministère de la contraction économique régionale accorde une aide pareille aux sociétés qui sont si peu capables de gérer leurs propres affaires et de bien diriger leur entreprise. Ces subventions sont un encouragement au manque d'initiative, c'est la libre entreprise à l'envers. Je m'étonne que mes amis conservateurs ne sautent pas sur cette occasion. Le gouvernement conservateur de l'Ontario pourrait certes faire erreur également.

• (1630)

Je sais qu'il s'agit de ces bonnes relations confortables entre les ministères en cause et leurs amis. Il faut s'élever contre cela, parce que nous entendons certains de nos amis à notre droite s'en prendre à certains chômeurs qui refusent le travail qu'on peut leur offrir, comme un des orateurs l'a fait la semaine dernière.

Le parti conservateur était plutôt schizophrène sur cette question, car un de ses critiques a prétendu que le nombre de chômeurs était plus bas qu'on ne le croyait parce que bien des gens refusaient les emplois qu'on leur offrait, mais un autre conservateur s'est levé pour dire qu'il existait en réalité des centaines de milliers de chômeurs cachés au Canada dont les statistiques devraient faire état mais ne le faisaient pas. Le gouvernement, je suppose, n'est pas le seul à être un peu schizoïde à cet égard.

Les programmes établis et responsables du chômage si élevé dans un certain nombre de secteurs, notamment l'industrie forestière, découlent effectivement d'une politique de coalition du gouvernement libéral actuel encore une fois, du dernier gouvernement libéral et de l'éclair bleu entrevu entre les deux. Un des principaux aspects de cette politique, c'est, bien entendu, le taux d'intérêt toujours en hausse, parfois flottant, un peu en baisse, nous ne le saurons jamais, qui a caractérisé ces trois gouvernements.

J'aimerais signaler certains aspects du chômage dans l'industrie forestière en particulier. En fait, les gens sont tellement habitués aux mises à pied, aux manchettes et aux nouvelles concernant les mises à pied d'un bout à l'autre du pays que le *Daily Townsman* de Cranbrook, dans la circonscription de mon collègue, le député de Kootenay-Est-Revelstoke (M. Parker), a publié en gros titre: «La CFI ne prévoit pas encore de mises à pied attribuables au marché languissant». Notre approche du problème du chômage et le genre de politique qui semble délibérément conçue pour le créer semblent friser l'absurdité à tel point qu'une usine fait sensation en annonçant qu'il n'y aura pas de mises à pied. C'est le monde à l'envers.